

Introduction

« Rien ne clarifie mieux le présent et les chemins vers l'avenir choisis par une société que sa façon d'assumer le passé¹. »

Nos ouvrages antérieurs², nous ont permis d'analyser les métamorphoses de l'architecture monumentale du Centre civique et de montrer que cet ensemble urbain acquiert progressivement une valeur symbolique nouvelle, en dépit de ses liaisons avec le régime communiste rejeté. D'un aménagement haï, car supposé metteur en scène de l'idéologie du Parti communiste roumain (PCR), il devient un motif de fierté grâce aux discours des politiciens et au regard admiratif des étrangers. De plus, il est considéré de nos jours comme un emblème de la ville, même si il n'a jamais été institué comme tel. Le Centre civique participe donc de l'affirmation nationale et ce rôle lui est attribué dès le départ.

Le présent ouvrage ambitionne de compléter le peu d'études scientifiques existant à ce jour sur le Centre civique, métaphore architecturale communiste et archétype de la recherche de monumentalité et, ainsi, d'entamer une réflexion sur le rôle et les particularités de la monumentalité roumaine et sur ses rapports au besoin de construction et d'affirmation d'une identité nationale. Le rôle de la monumentalité dans la construction de la capitale roumaine est une question qui n'a fait, jusqu'à présent, l'objet d'aucune recherche. De ce fait, nous nous attacherons à clarifier les rapports entre l'édification des bâtiments et espaces remarquables et la (re)construction d'une identité nationale roumaine, ainsi qu'à écrire une histoire architecturale et urbaine de la société roumaine à travers ses aménagements majeurs. Cela nous permettra de mieux comprendre les régimes qui se sont succédés à la tête de la Roumanie et leur rapport à l'espace, depuis la déclaration d'indépendance roumaine jusqu'à l'intégration européenne perçue comme reconnaissance suprême de l'État roumain et comme garantie de sa stabilité territoriale en rapport avec les éventuelles prétentions expansionnistes des voisins.

Le premier objectif consiste donc à valider la concomitance entre le développement du concept et des emplois de la monumentalité et la création de la Roumanie moderne³, comme réponse au besoin de construction d'une identité nationale par le biais d'une image prestigieuse de la capitale. En effet, la

monumentalité semble participer de la constante nécessité d'affirmer la souveraineté et le rôle de la Roumanie dans le monde, qui pourraient être remis en cause par la jeunesse et la fragilité de l'État roumain. Elle semble aussi être une forme de compétitivité avec les pays voisins. Pour comprendre les divers emplois faits du terme de « monumentalité », notamment l'emploi du terme dans l'analyse critique de la capitale roumaine, puis dans la définition de sa personnalité, nous faisons appel dans un premier temps aux écrits des politiciens et des professionnels de l'aménagement d'avant la Seconde guerre mondiale. Ensuite, nous étudions l'évolution des discours et de l'emploi fait de la monumentalité lors de l'instauration de la République populaire, impliquant un changement des rapports politiques de la Roumanie avec les autres pays. La monumentalité devient-elle un révélateur des ambitions ou spécificités politiques du régime populaire ? Comment évolue la recherche d'une identité nationale pendant cette époque de dépendance vis-à-vis de l'URSS ? Puis, nous concentrons notre attention sur les changements majeurs dans les approches de la monumentalité apportés par le régime ayant à sa tête Nicolae Ceausescu. Et, enfin, nous analysons les avatars de cette question après la chute du communisme roumain. Quelles sont les nouvelles attentes en matière de représentation des Roumains suite à l'intégration européenne de leur pays ?

Un deuxième objectif vise la clarification des divers aspects portant sur la conception, la construction et la réception du Centre civique. L'analyse des ouvrages scientifiques et de vulgarisation, ainsi que des catalogues issus des concours ayant pour thème la reconversion totale ou partielle de ce dernier nous a permis de définir la plupart des clichés le concernant, concepts qui font à présent autorité⁴ dans les milieux intellectuels roumains. Ces concepts forment de nos jours un imaginaire roumain consolidé, que trop peu de chercheurs s'attachent à démonter. Cependant, ils nécessitent d'être nuancés, car ils mêlent souvenirs et sensationnel journalistique et n'ont jamais été soumis à un regard critique, fruit d'une recherche scientifique étayée par diverses sources documentaires.

La première de ces idées consiste à considérer la Maison de la République comme la traduction de l'ambition « du dirigeant mégalomane de réaliser ses fantasmes architecturaux⁵ ». En effet, le commanditaire du bâtiment est souvent présenté comme hanté par la construction d'un palais élevé à sa gloire, à quoi s'ajoute le fait qu'on le considère comme cliniquement malade : « les psychologues et les spécialistes en psychopathologie sociale ont trop peu analysé l'instinct démoniaque et destructif de Ceausescu⁶ ». Couramment appelé « le fou⁷ » et très souvent comparé au personnage légendaire Dracula, le président roumain prend dans les narrations une allure de personnage maléfique qui s'attaque, gratuitement, non pas uniquement aux bâtiments patrimoine, mais aussi à la foi chrétienne et à la mémoire du peuple roumain : « il a détruit avec obstination, guidé par une volonté satanique⁸ ». Cet ouvrage montrera dans quelle mesure l'idée de construire cet ensemble monumental revient au président communiste, en analysant ses rapports avec la communauté scientifique porteuse et responsable de l'héritage culturel.

La deuxième idée véhiculée dans les milieux intellectuels est celle de la soi-disant « immoralité » de la reconversion de la Maison de la République et de sa destruction complète qui serait inévitable en raison de l'atteinte qu'elle porte à

l'Esthétique. En effet, peu de temps après la chute du communisme roumain, le Centre civique fait l'objet de nombreux débats dans la presse, ainsi que de quelques concours d'idées visant à trouver la meilleure reconversion possible de cet ensemble stigmatisé en raison de ses liens forts avec le régime déchu. Dans ce sens, deux actions distinctes se donnent comme objectif de recenser les avis des bucarestois sur l'utilisation à donner au bâtiment-phare du communisme. Tout d'abord, en 1990, à quelques mois de la chute du communisme, celle qui fut appelée Maison de la République ouvre largement ses portes, les visiteurs étant invités à décider du sort du bâtiment et à inscrire leurs propositions dans un *Livre d'Or* qui les attend à la sortie. À cette occasion, une large majorité de visiteurs se prononce pour l'achèvement du travail de construction et pour la reconversion du bâtiment en institution publique. Quelques mois plus tard, en 1991, un concours⁹ intitulé « La Maison du peuple et le sort de la ville » a lieu à l'Institut d'architecture Ion Mincu (IAIM)¹⁰. D'après l'architecte Mariana Celac, l'impact du concours a été très faible, car écrasé par les jugements de valeur positifs qui ressortent de l'étude du *Livre d'Or*. Il constitue néanmoins une forme de consultation publique même si elle fut improvisée et sans documentation à l'appui. Les projets¹¹ ont répondu aux questions concernant l'utilisation du bâtiment, l'amélioration de son insertion urbaine et, enfin, le changement de sa signification, car il est perçu et promu comme « l'expression d'une dictature inculte¹² ». Les réponses apportées ont été plus ou moins fantaisistes : « une méga-implosion capable de couvrir, sous une montagne de débris de béton, les laideurs de toute sorte, symboliques, stylistiques et de mémoire [...] un Dracula Land sur la colline de l'Arsenal [...] une colline verte qui devrait couvrir la maison qui aurait continué de fonctionner sous la terre grâce à la climatisation intégrale du bâtiment¹³ » (D. Stefan *et al.*), mais aussi la transformation du bâtiment en « le musée le plus célèbre du communisme » (D. Minis), en une « Université mondiale » (G. Ionascu et M. Nicolau), en un « Palais des enfants » ou en asile (D. Brateanu), etc. Cela étant, les membres du jury ont mis en exergue la violence des réponses apportées au concours, perçue comme réaction directe à l'agression que représente la Maison de la République pour la ville. En effet, la majeure partie de ces propositions refusaient de composer avec la présence urbaine de la maison, s'entêtant à la condamner à la destruction par des moyens divers et variés en raison de sa morale et de son esthétique, ce qui représente une conservation de l'optique de destruction complète et donc un retour à la pratique de la « tabula rasa », fortement contestée du temps du régime antérieur. Dans le même esprit, Augustin Ioan, théoricien de l'architecture à l'université d'architecture et d'urbanisme Ion Mincu (UAUIM), conteste dans ses écrits la reconversion pragmatique de la Maison de la République en Palais du Parlement, en raison de sa stigmatisation communiste incompatible avec les pratiques de la démocratie. Parallèlement, il plaide pour la sanction de l'ensemble monumental par sa reconversion en « Disneyland communiste », idée restée sans suite à cause de son manque de faisabilité. Augustin Ioan, toujours, critique en 1996 l'approche réaliste des membres du jury du concours « Bucarest 2000¹⁴ » – qui militent pour l'intégration dans le tissu urbain du bâtiment-phare du communisme en raison de sa valeur patrimoniale – tout en insistant sur la

dimension « mégalomane », absurde et oppressive du bâtiment et en méprisant la réception positive et la sympathie dont le créditent les masses. Contestataires du pragmatisme dont font fi les politiques quand il s'agit du Centre civique, ses travaux théoriques ne s'éloignent pas de la tendance générale de l'intelligentsia consistant à critiquer par principe cette production architecturale et à diffuser des inexactitudes la concernant. Cet ouvrage ambitionne de faire la part des choses entre les difficultés posées par la reconversion du bâtiment, les jugements de valeur relatifs à son esthétique, les jugements portant sur l'utilité de l'acte constructif et, enfin, le stigmate dont il porte le poids.

Le Centre civique reste de nos jours un ensemble particulièrement controversé. Tout d'abord, à cause de sa dimension esthétique, car il s'agit là d'une composition urbaine et d'une ornementation architecturale particulièrement hétéroclites. En effet, des éléments appartenant à des styles et des époques divers, ainsi que des pastiches de toute nature, participent d'une décoration originale. Cette esthétique incontrôlée est le résultat de l'intervention des acteurs nombreux qui, volontairement ou non, ont apporté leur contribution à la définition d'un style inédit, qui mélange des éléments traditionnels roumains avec des éléments de l'architecture classique et de prouesses technologiques. La symbolique du résultat de cette composition, elle, échappe aux critiques d'art les plus doués ainsi qu'aux défenseurs les plus motivés de la légitimité d'un nouveau style dont la reconnaissance serait uniquement une question de temps. Cela pousse la majeure partie des analystes roumains à faire appel à des arguments moraux afin de cataloguer l'ensemble de beau ou de laid. Ce sont justement ces confusions entre l'esthétique et la morale qui seront dénoncées par le biais de ce travail.

Ensuite, cet ensemble urbain est controversé en raison des traumatismes qui ont accompagné sa mise en œuvre. En effet, les efforts pour réaliser un des plus grands aménagements au monde en moins de dix ans se sont fait ressentir dans l'ensemble du pays et à toutes les échelles, car l'ensemble de la population a été forcé d'apporter sa contribution à la conception et à la mise en œuvre du Centre civique. Parallèlement, l'instauration d'un rationnement draconien a conduit la population à souffrir de la famine et du froid, à quoi se sont ajoutées la réduction de l'accès aux soins, la modification des comportements en raison des coupures de courant à répétition, la fermeture des structures de loisirs, la limitation des transports, etc. Localement, sur les terrains acquis en vue de construire le Centre civique, les anciens propriétaires se retrouvaient du jour au lendemain dépossédés de leurs biens et forcés d'entériner cette expropriation afin d'avoir accès à un logement social quelque part en périphérie de la ville. Ces pratiques d'une grande violence psychique ont affecté l'ensemble de la société et non pas uniquement les personnes directement visées, car elles ont prouvé encore une fois les disparités existant entre les discours tablant sur l'épanouissement de l'homme socialiste, les quelques actions qui ont permis une amélioration réelle de certains aspects tenant à la qualité de vie dans la Roumanie socialiste, et des actions comme la « tabula rasa » des terrains du Centre civique, capables de détruire des quartiers entiers pour construire à leur place le symbole d'une Roumanie progressiste et, avant tout, sociale. L'ouvrage vise la reconstitution fidèle du processus d'aménagement

du Centre civique et la mise en lumière des déséquilibres qu'il a engendrés, dont une partie persiste encore de nos jours.

Enfin, le Centre civique, et notamment sa reconversion, font l'objet de nombreux débats pour des raisons tenant à la symbolique du bâtiment. Considéré comme transcription en pierre de l'idéologie communiste, il est décrié par une partie de la société roumaine, qui plaide au début des années 1990 pour sa destruction, et notamment celle de la Maison de la République, aussi difficile à réaliser que sa construction qui a représenté des années de privations et de souffrances¹⁵. Ce travail analysera la question de la réappropriation et de la reconversion dont cet ensemble urbain fait l'objet depuis vingt ans afin de comprendre le rôle qu'il joue dans la ville, ainsi que l'emploi fait de son potentiel.

En conclusion, l'objectif du présent ouvrage est d'interroger les acquis et de démonter les idées préconçues, fédérées dans une sorte d'imaginaire collectif, de réécriture de l'histoire urbaine de cet ensemble d'exception, et de faire un état aussi complet que possible de cette question, en profitant de l'ouverture partielle des archives communistes. Cela nous permettra de comprendre pour quelles raisons et par quel biais une intervention urbaine d'une telle ampleur et d'une telle violence fut possible dans un pays « de second rang¹⁶ » connaissant, à l'époque de son édification, pénurie alimentaire et sanitaire, restrictions en énergie et en eau, privation de libertés individuelles, etc. Cela nous permettra également d'expliquer comment la plupart des grands projets bucarestois antérieurs à l'époque communiste (et parmi eux le Centre civique) ont pu bénéficier des moyens à la disposition du régime autoritaire de Nicolae Ceausescu pour se concrétiser. Et, enfin, comment le régime communiste, lui, a été contraint de composer avec le passé de la société qui l'a accueilli et auquel il ne pouvait pas rester indifférent.

Notes

1. BOIA (L.), *Istorie si mit în constiința românească [Histoire et mythe dans la conscience roumaine]*, Bucaresti, Humanitas, 1997, p. 9.
2. IOSA (I.), *L'Héritage urbain de Ceausescu : fardeau ou saut en avant ? Le Centre civique de Bucarest*, Paris, L'Harmattan, 2006, 178 p. et IOSA (I.) sous la dir. de, *L'Architecture des régimes totalitaires face à la démocratisation*, Paris, L'Harmattan, 2008, 140 p.
3. D'après Kraus et Bachelin, cette dernière date de « l'arrivée du souverain actuel dans la capitale en 1866, la proclamation de l'indépendance en 1877 et la célébration du couronnement en 1881 », in KRAUS (H.), BACHELIN (L.), *Bucarest et la Roumanie*, Bucarest, Soccec&C^{ie}, 1902, p. 131. En ce qui nous concerne, nous considérons également très importante la date de l'unification des deux provinces roumaines, la Valachie et la Moldavie, par la double élection du même prince, A. I. Cuza, lorsque le pays reçut pour la première fois le nom de Romania. C'était en 1859. Quelques années plus tard, pour mettre fin au désordre instauré suite au régime déchu de Cuza, le Parlement roumain fit venir le prince allemand Karl von Hohenzollern-Sigmaringen (Carol I^{er}) qui instaura une époque nouvelle en matière d'aménagement urbain. En effet, la capitale roumaine, tardivement constituée, souvent reconstruite à cause des incendies, tremblements de terre, inondations et invasions de toute sorte, étrange mélange d'archaïque roumain, oriental et russe, ne satisfait pas au départ les attentes du prince allemand. Celui-ci encouragera

et guidera le peuple roumain dans la refonte de sa capitale et de son pays en vue de l'aligner sur les autres pays européens.

4. Nous faisons ici référence 1. aux concepts traitant des démolitions nécessaires pour l'aménagement du Centre civique qui seraient d'après le président roumain Traian Basescu « dues à la manie de la grandeur de Nicolae Ceausescu et à son obsession de liquider les grands repères culturels et historiques » (<http://www.revista22.ro/un-regim-ilegitim-si-criminal-3318.html>) ; 2. à la « folie » du dirigeant ; 3. à la reconversion de la Maison de la République qui serait immorale ; etc.
5. Adrian Cioroianu, dans sa thèse traitant du mythe du Dirigeant dans l'imaginaire roumain (parue en 2005 à Curtea Veche sous la forme d'un ouvrage intitulé « Ce Ceausescu qui hante les Roumains. Le mythe, les représentations et le culte du Dirigeant dans la Roumanie communiste ») présente la Maison comme creuset « des divers styles nationaux, de la solidité stalinienne et de la somptuosité asiatique ». Abordée d'une façon trop brève, dans le 7^e chapitre qui traite « de lieux de mémoire et de lieux de contre-mémoire » du régime Ceausescu (p. 161-165), celle-ci n'échappe pas à la mauvaise compréhension et diffusion des informations déformées par leurs émetteurs successifs.
6. NEDELCOVICI B., *Lectorul de imagini. Vandalism architectural in Bucuresti. 1980-1987* [*Le Lecteur d'images. Vandalisme architectural à Bucarest. 1980-1987*], Bucuresti, Institutul national pentru memoria exilului românesc, Regia Autonoma Monitorul Oficial, 2006, p. 31.
7. DOICESCU O., cité par LUNGU S. in « O chestiune de morala » [*Une question de morale*], *Arhitectura*, n° 1-4/1996, p. 4-7.
8. NEDELCOVICI B., *Lectorul de imagini, op. cit.*, p. 31.
9. Voir la revue *Arhitectura*, n° 1-2/1991.
10. Sous le haut patronage du Ministère de la culture et des cultes (MCC), du Département pour l'urbanisme et l'aménagement du territoire, de l'Union des architectes, de l'Union des artistes, de l'Union théâtrale et de l'Union des compositeurs.
11. Nous remarquerons parmi les neuf prix accordés, celui de Florin Biciusca et Dan Adrian, projet qui a reçu une mention de la part de l'Union des écrivains. Celui-ci met en exergue la différence radicale de réception du bâtiment de la part des diverses classes sociales : « L'idée se veut une parodie du style "populiste" marqué par des puissantes tonalités arriérées dans leur fonds et forme, promue par une publication ayant le titre "Demain". Elle présente un référendum. Suite au référendum qui a appelé les citoyens à se prononcer sur la question à savoir si "la Maison du peuple est belle" la situation se présente comme suit : 87,5 % - OUI ; 14,3 % - NON [Le total dépasse les 100 % n. n.]. En conséquence, notre exécutif promulgue le décret :
Article unique : La Maison du peuple est belle !
Dispositions finales : Tout individu ayant une opinion contraire au présent décret supportera les rigueurs de la loi ».
12. CELAC M., in Catalogul MNAC, Bucuresti, MNAC, 2004, p. 66.
13. *Ibid.*, p. 66.
14. En 1996, le concours international d'architecture « Bucarest 2000 » est organisé par l'Union des architectes de Roumanie avec le soutien de l'UNESCO, de l'Union internationale des architectes et même celui du président roumain de l'époque, Ion Iliescu, afin de sensibiliser la société roumaine à la question du Centre civique et de trouver des réponses pragmatiques et réalistes aux problèmes que pose la reconversion de cette zone. 10 % des architectes roumains en activité en 1996 (organisés en 44 équipes) participent à ce concours à côté d'environ 200 équipes étrangères, preuve de l'intérêt qu'il suscite parmi les professionnels de l'aménagement.
15. Insistons ici sur le traitement particulier dont fait l'objet la Maison de la République. En effet, elle mobilise dans les années 1980 la moitié des ouvriers chargés de la mise en œuvre du Centre civique. Elle devient également le sujet par prédilection des rumeurs, plaisanteries politiques ou légendes modernes, à l'opposé des autres bâtiments administratifs du Centre civique, reconvertis ou abandonnés dans l'indifférence générale. Enfin, elle canalise les critiques et les diverses formes de condamnation du régime communiste qui alimentent la confusion entre valeur architecturale, valeur des politiques du régime communiste et objectifs définis par ce même régime.

16. Voir IOSA I., « *La Transfiguration de la Roumanie* » à travers le Centre civique de Bucarest » in CHASSAIGNE P., SCHOONBAERT S. (sous la dir. de), *L'Urbanisme, des idées aux pratiques*, PUR, 2008. Voir aussi ECHERIU F., « Modestia nu era la ordinea zilei » [La Modestie n'était pas une question d'actualité] in *Arhitectura*, n° 1-4/1996, p. 59-61 ; traduit par IOSA I. : « Je crois que, sur la base d'un complexe extraordinaire, existait la volonté de transformer ce pauvre Bucarest en quelque chose d'exceptionnel, d'unique – "le plus grand" –, de le structurer autour d'un bâtiment fortement centralisateur. Et les architectes n'ont pas été innocents. Nous, les Roumains, avons peur d'être au bout du monde. J'ai lu récemment le texte de Cioran : Mon pays. Notre sentiment à l'époque était similaire, je me suis retrouvé dans ce texte. [...] Les premières propositions m'ont semblé trop modestes. La modestie, n'était pas à l'ordre du jour, à cette époque-là. »